

PAUL CHRISTOPHE

Député du Nord

5 ANS D'ACTION AU SERVICE DES FRANÇAIS



2017

2018

2019

2020

2021

Agir
ensemble

ASSEMBLÉE NATIONALE

L'EDITO

DE PAUL CHRISTOPHE

Elu député de la 14ème circonscription du Nord il y a 4 ans et demi, je me suis attaché à vous représenter, à défendre notre territoire et à me mettre au service de la France.

Ces 5 années furent profondément marquantes, faites de rencontres humaines, d'échanges fructueux, et d'avancées sociales majeures.

J'ai fait en sorte d'être le lien entre la circonscription et Paris, afin de relayer vos attentes, faire entendre la voix de ce territoire au sein de l'hémicycle.

L'année qui vient de s'écouler était profondément difficile pour de multiples raisons. Les liens sociaux occultés, l'angoisse sanitaire et l'inquiétude des lendemains, ont lourdement impactés notre quotidien.

Député d'une circonscription à la fois rurale et urbaine, j'ai œuvré pendant mon mandat, afin d'accompagner son évolution industrielle, portuaire, agricole, environnementale avec l'ensemble de ses forces vives.

Ce bilan vous permettra d'avoir connaissance des sujets que j'ai portés ainsi que des combats que j'ai menés.

J'ai choisi d'orienter mon mandat sur la défense des plus fragiles de nos concitoyens. Les affaires sociales ont donc été au cœur de mon champ d'action. J'ai ainsi pu contribuer à la reconnaissance des « proches-aidants » et, plus récemment, à la protection des familles d'enfants touchés par une affection de longue durée.

Le Premier ministre m'a, par ailleurs, confié une mission pour porter une réflexion d'ensemble sur l'accompagnement des parents d'enfants gravement malades, dans le but de simplifier leur quotidien, dans la continuité de mes précédents travaux au sein de la commission des affaires sociales.

Plus que jamais, je suis motivé et déterminé à défendre les droits des personnes vulnérables, en accompagnant les acteurs du secteur sanitaire et médicosocial. Homme de terrain, j'ai profité de chaque rencontre pour échanger avec vous, afin de comprendre vos difficultés, pour mieux appréhender et défendre vos intérêts devant les instances nationales.



Paul CHRISTOPHE
Député du Nord



LE MOT DE BRIGITTE BOURGUIGNON

« Je reconnais l'engagement de Paul pour les causes sociales qu'il défend, notamment sur la thématique des aidants.

Nous avons travaillé ensemble sur la création de la cinquième branche de la sécurité sociale (branche autonomie), sur sa proposition de loi visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants et, plus récemment, sur l'amendement au Projet de loi de la Sécurité sociale qui a permis d'élargir et de revaloriser le congé proche aidant. »

Brigitte Bourguignon
Ministre déléguée chargée de l'autonomie

BIOGRAPHIE

Marié et père d'une fille, je suis actuellement député de la 14ème circonscription du Nord et siège au sein du groupe Agir-Ensemble et à la Commission aux affaires sociales.

Entré en 1991 dans l'administration, au Trésor public, au service des collectivités locales, j'ai poursuivi ma carrière, en 2002, comme directeur général des services de la mairie de Tétèghem. En mars 2008, je débute ma carrière politique en remportant les élections municipales à la tête d'une liste apolitique et deviens maire de Zuydcoote.

A la Commission aux affaires sociales de l'Assemblée nationale, j'ai eu l'occasion d'agir pour la reconnaissance des aidants familiaux, sujet qui me tient particulièrement à cœur, moi-même ayant été, très jeune, un aidant. J'ai ainsi pu proposer et défendre deux lois consacrées aux aidants depuis le début du mandat : « don de congés entre collègues » (adoptée et promulguée), « indemnisation du congé proche aidant » (reprise dans le PLFSS 2021).

J'ai, par la suite, été nommé rapporteur sur le Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie, en contribuant par amendement à la création de la cinquième branche de la sécurité sociale consacrée à la perte d'autonomie.

Très touché par les difficultés que connaissent de nombreux parents confrontés à la maladie de leur enfant, j'ai décidé de m'investir pour améliorer leur accompagnement. Ainsi, j'ai déposé une proposition de loi pour doubler le nombre maximum de jours de congé de présence parentale (CPP) et d'allocation journalière de présence parentale (AJPP) que peuvent bénéficier des parents d'enfants gravement malades. Cette proposition de loi a également été unanimement adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale et au Sénat. Elle a été publiée au Journal officiel du mardi 16 novembre 2021.

Mon mandat se terminera par le suivi d'une mission confiée par le Premier ministre, visant à mener une réflexion d'ensemble sur la manière d'accompagner au mieux les parents d'enfants gravement malades pour ainsi explorer les moyens de simplifier leur quotidien.

5 ANNEES A L'ASSEMBLEE AU SERVICE DE LA NATION

Mes fonctions à l'Assemblée nationale :

- Commissaire aux affaires sociales
- Auteur et rapporteur de la loi visant à étendre le dispositif de dons de jours de repos non pris aux aidants familiaux
- Auteur et rapporteur de la proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu
- Rapporteur du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie
- Co-rapporteur du projet de loi de financement de la sécurité sociale en 2021 et 2022
- Président de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires

Engagé dans l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de prise en charge des personnes souffrant d'une affection, d'une perte d'autonomie, d'un handicap ainsi que leurs proches (reconnaissance du rôle du « proche aidant », extension des prises de congé des aidants familiaux, création de la cinquième branche de la sécurité sociale consacrée à la perte d'autonomie).

Investi, en tant que rapporteur de la mission d'information visant à renforcer la prise en charge des cancers pédiatriques par la recherche et le soutien aux aidants familiaux, dans l'amélioration des conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu.

Mobilisé dans l'adoption de mesures visant à préserver l'équilibre de la biodiversité, le respect de la condition animale, la défense de nos activités traditionnelles et sur la sûreté des installations nucléaires (contribution à l'interdiction de la pêche électrique, présidence de la commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires).



100

Questions écrites



97%

de participation
aux scrutins solennels



148

Propositions de loi
rédigées / signées

5 ANS D'ACTION POUR VOTRE QUOTIDIEN

Agir ensemble, pour le pouvoir d'achat

Dès 2017, nous avons engagé de grandes réformes pour que chacun vive mieux en France avec notamment :

- Suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales et baisse de l'impôt sur le revenu.
- Grâce à la baisse des cotisations sociales, la revalorisation de la prime d'activité, la défiscalisation des heures supplémentaires, un travailleur au SMIC gagne l'équivalent d'un 13^{ème} mois en plus par rapport à 2017.
- Augmentation de 100€ de l'allocation adulte handicapé (AAH).
- Augmentation de 100€ du minimum vieillesse.
- Possibilité d'opter pour un "reste à charge zéro" pour les lunettes et les prothèses dentaires.
- Augmentation du salaire pour les professionnels des établissements de santé et médico-sociaux ainsi que pour les enseignants en début de carrière.

Agir ensemble, pour la planète

Pour relever le défi climatique, nous avons durant cette législature :

- Interdit les extractions d'hydrocarbures sur le sol français.
- Mis en place des aides pour changer de véhicule (bonus écologique).
- Mis en place des aides pour rénover son habitation (MaPrimeRénov).

Agir ensemble, pour votre sécurité

Depuis 2017, nous nous sommes engagés afin de renforcer votre sécurité :

- 10 000 policiers supplémentaires sur l'ensemble du territoire national.
- 15 000 places de prison supplémentaires.

Agir ensemble, pour les enfants et les familles

- Dédoublage des classes de CP et CE1 dans les écoles prioritaires.
- Ecole maternelle obligatoire dès 3 ans pour favoriser l'intégration.
- Doublement du congé paternité, passant ainsi de 14 à 28 jours.
- Création de la 5^{ème} branche de la sécurité sociale "Autonomie des Séniors".



Agir ensemble, pour un monde plus juste

- Taxe sur les multinationales et les GAFAs ainsi que les entreprises du numérique.
- Taxe carbone aux frontières de l'Europe.
- 500 000 contrats d'apprentissage pour les jeunes rien qu'en 2020.

Agir ensemble, pour faire face à la crise sanitaire

En novembre 2020, notre groupe a soumis au Premier ministre, Jean Castex, une liste de propositions visant à faire face à l'épidémie de COVID-19. Elles visaient à assurer le succès du déconfinement. Parmi celles-ci, la stratégie TESTER-ISOLER-SOIGNER. En septembre 2021, 47,4 Md€ du plan de relance ont été engagés, l'objectif du Gouvernement est de déployer 70 Md€ d'ici la fin de l'année 2021, sur les 100 Md€ prévus.



Quelques mesures marquantes :

- 475 000 ménages ont déposé une demande sur MaPrimeRénov depuis le début de l'année 2021 pour un montant total de 1,4 Md€.

- 420 000 ménages ont bénéficié du bonus écologique ou de la prime à la conversion.
- 2,7 Md€ ont été investis pour la rénovation énergétique de 4200 bâtiments de l'Etat.
- A fin août 2021, France Relance, avec 2,9 milliards d'euros, aura permis d'accompagner 8885 entreprises industrielles, dont 86% sont des TPE et PME, pour réaliser 11,7 milliards d'euros d'investissements productifs et de conforter ou de créer 231 000 emplois industriels.



95%

Députés au service des Français

22



de participation moyenne aux scrutins solennels.
C'est le plus haut taux de participation parmi
l'ensemble des groupes politiques.

source : datan.fr

Les apports du groupe Agir ensemble

Protéger la rémunération des agriculteurs

- Contractualisation obligatoire et pluri-annuelle entre un producteur et son premier acheteur pour les produits agricoles.
- Traçabilité du prix de la matière première agricole, d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire en incluant des clauses d'indexation ainsi que sa non-négociabilité au sein des contrats.
- Renforcement de la médiation par la création d'un comité des différends.
- Renforcement de l'étiquetage de l'origine des produits alimentaires.

Revaloriser les retraites agricoles

- Adoption de la proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles.
- Environ +100€/mois pour 210 000 bénéficiaires dont 2/3 sont des femmes.

Lutter contre le dérèglement climatique et renforcer la résilience face à ses effets

- Expérimentation d'un score carbone.
- Généralisation de l'éducation à l'environnement et au développement durable
- Interdiction de la publicité pour les énergies fossiles.
- Interdiction des locations des passoires thermiques à partir de 2025.
- Fin de la création de nouvelles surfaces commerciales de plus de 10 000m² dans les zones rurales.
- Interdiction des vols intérieurs lorsqu'un trajet alternatif moins polluant existe en moins de 2h30.
- Création du délit d'écocide.
- Renforcement des amendes de plusieurs délits environnementaux.

Renforcer la justice de proximité

- Promulgation de la loi n°2021-401 du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale.

Ce sont de nouvelles alternatives aux poursuites, l'extension de l'amende forfaitaire ainsi que la facilitation de la mise en oeuvre des travaux d'intérêt général : "Tu casses, tu ré pares."

Terrorisme et renseignement

- Le groupe Agir ensemble a permis d'aggraver d'un an et 15 000€ d'amende à trois ans et 45 000€ d'amende les sanctions à l'encontre des personnes ne respectant pas les obligations auxquelles elles sont astreintes dans le cadre de la mesure judiciaire prévention de la récidive terroriste.
- Meilleure protection des Français contre les actes de terrorisme (fermeture administrative des lieux de culte...).
- Pérennisation de la technique dite de l'algorithmie et extension de celle-ci aux adresses (URL) de connexion.

Loi sécurité globale

- Création d'un cadre légal pour doter Paris d'une police municipale.
- Les personnes détenues pour des infractions graves à l'encontre d'un élu, policier, magistrat ou toute personne dépositaire de l'autorité publique ne peuvent plus bénéficier de crédits de réduction de peine.

Lutte contre la maltraitance animale

- Renforcement des peines en cas de sévices graves sur un animal.
- Renforcement des peines en cas de sévices de nature sexuelle sur les animaux.
- Interdiction de la vente d'animaux de compagnie aux mineurs.
- Interdiction de la détention d'animaux sauvages par les cirques itinérants et les delphinariums.
- Interdiction de l'élevage de visons destinés à la production de fourrure.

5 ANNÉES AU SERVICE DE VOTRE CIRCONSCRIPTION

Ancien maire d'une petite commune de 1 700 habitants située sur la circonscription, Zuydcoote, j'ai pu mesurer l'importance d'être un élu de proximité pour être au plus près des préoccupations de mon territoire. Cette présence sur le terrain m'a permis d'échanger avec vous, afin de comprendre vos difficultés, pour mieux appréhender et défendre vos intérêts.

L'accompagnement social des familles tient une grande place dans mon mandat de député avec plus de 2 000 interventions effectuées auprès des services sociaux. En effet, la permanence que je tiens à Bourbourg me permet de vous rencontrer toutes les semaines pour relayer vos demandes spécifiques auprès des services concernés.

Parmi les missions qui me sont conférées, réside également la transmission aux pouvoirs publics des préoccupations du territoire et des interrogations des citoyens de la circonscription.

Ainsi, j'ai pu contribuer activement au soutien à l'activité économique des acteurs locaux, dans le cadre du plan de relance économique de la France à la suite de la pandémie de Covid-19.

En effet, un appel à projet avait été lancé pour la relocalisation de secteurs industriels clés.



L'entreprise ALVANCE ALUMINIUM DUNKERQUE qui est l'un des deux producteurs français d'aluminium primaire, la société FLOCRYL de Gravelines, dont le projet est de relocaliser le monomère principalement utilisé dans la fabrication de papier, et l'entreprise DILLINGER France, producteur de tôles fortes d'acier basé à Dunkerque, ont été sélectionnées pour bénéficier d'un soutien public et contribuer à la création d'emplois directs sur le territoire.

Ce travail est le résultat d'une collaboration avec le Ministère de l'économie et notamment de Madame la Ministre chargée de l'Industrie, Agnès Pannier-

Runacher, qui a su appréhender l'importance de ces projets pour notre économie locale et notre souveraineté nationale.

Notre circonscription étant essentiellement rurale, j'ai également eu l'opportunité de défendre les intérêts des agriculteurs du territoire à l'Assemblée nationale. Ainsi, en tant qu'orateur de mon groupe politique, j'ai pu défendre la proposition de loi du député André Chassaigne qui vise à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles les plus faibles. J'ai aussi pu prendre position dans l'hémicycle contre le CETA (l'accord commercial bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada) pour protéger nos éleveurs de l'ouverture internationale à la concurrence déloyale.



Dans ce même intérêt, avec le soutien du département, nous avons contribué au développement de circuits courts au sein de la circonscription, pour limiter les intermédiaires entre le consommateur et l'agriculteur. Ainsi, les agriculteurs peuvent, une fois les débouchés trouvés, constater leurs revenus augmenter et leur travail valorisé par le contact avec les consommateurs.

Le développement de ce mode de consommation est également l'une des solutions à la crise écologique. Sujet qui me tient particulièrement à cœur, ayant été profondément engagé pour la protection de l'environnement. Ainsi, dès mon arrivée au sein de l'Assemblée nationale, je n'ai eu de cesse que de dénoncer la pêche électrique, dont la pratique a des impacts irréversibles sur l'écosystème marin et concurrence très directement les petites pêcheries artisanales locales. Cette technique menace également, à terme, les ressources halieutiques et la biodiversité. Son interdiction en 2019 en France et au sein de l'Union Européenne, fut une petite victoire pour nos pêcheurs locaux. J'ai également pu m'investir activement au sein du conservatoire du littoral et au conseil du rivages Manche – Mer du Nord, pour défendre notre riche patrimoine maritime et participer au renforcement de la protection de nos côtes.

Mon action, à vos côtés en images



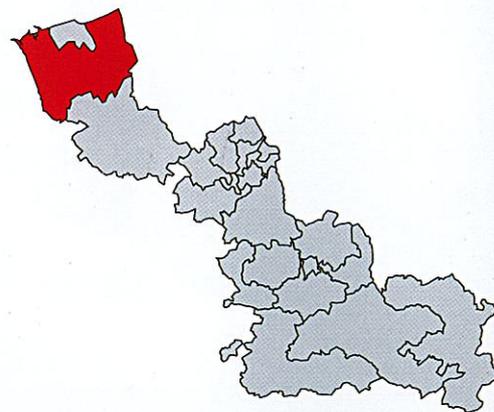


ZOOM SUR LA 14^{ème} circonscription du Nord

La 14^{ème} circonscription du Nord compte 54 communes et plus de 126 000 habitants. A la fois urbaine, rurale et rurale, elle dispose de puissants atouts économiques qui reposent sur l'industrie, un site portuaire d'envergure, le tourisme, l'activité balnéaire et maritime, ainsi que l'agriculture. Le territoire comprend également un pôle universitaire de qualité et une connexion avec la Belgique voisine.

C'est un territoire sportif, du club amateur aux professionnels de première division, riche d'une diversité culturelle entretenue par de nombreux équipements de qualité et qui offre aussi une lecture patrimoniale remarquable, malgré les affres de deux conflits mondiaux.

Ses communes sont empreintes de convivialité, grâce aux fêtes et traditions locales qui ponctuent toute l'année, sans oublier le carnaval pour son côté festif et solidaire. Conscient de la richesse et de la diversité de notre beau territoire, j'ai eu l'occasion de participer à plus de 500 fêtes et cérémonies sur ce mandat, comme autant d'occasions de venir à votre rencontre.



Contactez votre député

Assemblée nationale

126 rue de l'université

75355 Paris 07 SP

01 40 63 31 57

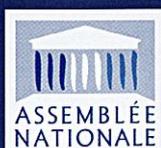
paul.christophe@assemblee-nationale.fr

Circonscription

11 place du marché aux fruits

59630 Bourbourg

09 62 64 50 59





PAUL CHRISTOPHE

votre député

Bilan de l'année

2022 - 2023

Madame, Monsieur,

Dans le cadre des élections législatives du 12 et 19 juin 2022, vous m'avez renouvelé votre confiance et je tenais, de nouveau, à vous en remercier. Depuis ce jour, aux côtés de Pierre Marle, mon député suppléant, mes équipes et moi-même, nous faisons tout pour vous représenter à l'Assemblée nationale, comme dans notre belle 14ème circonscription du Nord et ce dans la défense des intérêts de la Nation.

Ce deuxième mandat me permet, ainsi, de poursuivre le travail entamé depuis 2017, riche notamment de l'adoption de deux lois, à mon initiative, visant à renforcer les droits des aidants et de leurs proches.

Depuis un an, l'Assemblée nationale est traversée par de vifs débats sur le pouvoir d'achat, l'accès aux soins ou encore, la réforme des retraites. Des sujets qui nous concernent tous et qui nous font réfléchir à l'avenir que nous souhaitons nous construire. Ce livret revient humblement sur une année intense à votre service et au service des 54 communes de la circonscription.

Paul Christophe,
Député du Nord

À VOS COTÉS EN CIRCONSCRIPTION

POUR LA RÉINDUSTRIALISATION DE NOTRE TERRITOIRE

Lors de son déplacement dans la circonscription, le Président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé la création de **20 000 emplois industriels à Dunkerque d'ici 10 ans !**

Les entreprises du secteur industriel redécouvrent toute l'attractivité de notre région à l'image de Prologium, XTC ou encore Orano. Elles choisissent d'investir sur notre territoire pour ses nombreux avantages :

- des entreprises françaises et étrangères bien implantées, des compétences reconnues,
- des axes routiers, ferroviaires et maritimes de qualité,
- des entreprises d'avenir et de haute technologie qui font le choix du Dunkerquois.

Un seul mot d'ordre : **confirmer notre réindustrialisation** au profit des habitants de la CUD et de la CCHF !

C'est le travail engagé par les élus du territoire dont Patrice Vergriete et André Figoureux, soutenus par le gouvernement et le Président, le département du Nord et la région des Hauts-de-France.

A L'ÉCOUTE DE NOS CHEFS D'ENTREPRISE, DES MAIRES ET DES HABITANTS

Devant une salle pleine de 350 personnes, le Président du parti Horizons, Edouard Philippe, est venu à la rencontre des habitants, des chefs d'entreprise et des élus du Dunkerquois.

Pour comprendre un pays, il faut le connaître ! C'est ainsi que nous avons pu écouter les attentes des habitants et construire ensemble une vision, une stratégie pour le pays dans le temps long.



Baptême du géant Maurice Zwingelaar à Killen



Ravivage de la flamme aux côtés de l'harmonie de Bollezeele



Aux côtés de la SNSM à Grand-Fort-Philippe



Pose de la 1ère pierre de l'extension de l'EHPAD « Les amis de Saint-Hilaire » avec Brigitte Bourguignon à Watten



Mise à l'eau du drakkar Alwyn Kyrre de l'association Héritages Maritime et Fluvial des Rives de l'Aa



Echanges avec le Ministre de l'industrie Roland Lescure et les salariés de l'usine Valdunes



Préparation militaire marine de Dunkerque et remise des brevets

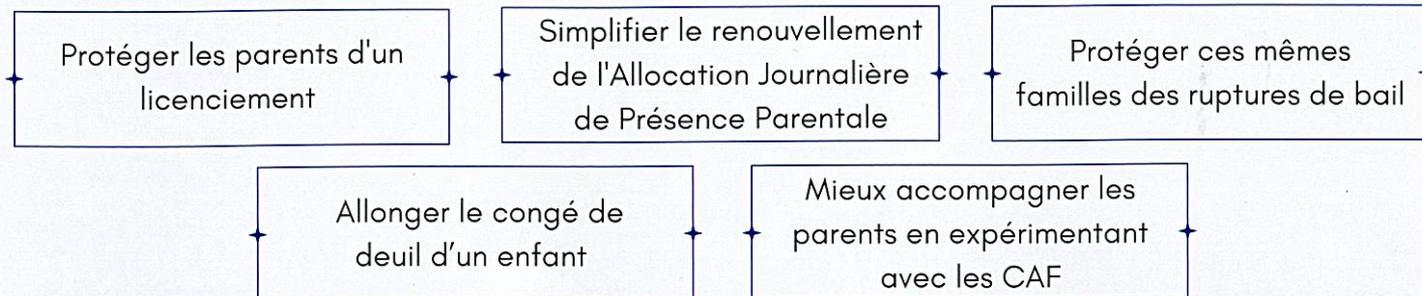


Venue pour leur « tour de France des énergies » des députés Maud Bregeon et Pierre Cazeneuve à Gravelines

VOUS DÉFENDRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'ACCOMPAGNEMENT DES AIDANTS ET DE LEURS PROCHES

Ma proposition de loi visant à renforcer la protection des familles d'enfants atteints d'une maladie ou d'un handicap ou victimes d'un accident d'une particulière gravité a été adoptée le 12 juillet 2023. Cette loi permettra de sécuriser le quotidien des familles, de renforcer le droit existant et d'améliorer l'accompagnement des parents.



« En collaboration avec le milieu associatif, je continuerai de poursuivre mon combat afin d'améliorer l'accompagnement des aidants . »

C'est ma **3ème loi adoptée au profit des aidants**. Et je ne compte pas en rester là !

L'ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS

L'Assemblée nationale a adopté, le 15 juin dernier, la proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels du député Frédéric Valletoux - membre à mes côtés du groupe Horizons et apparentés.

L'accès aux soins est - nous le savons - une des préoccupations majeures de nos concitoyens alors que 85% de notre territoire est en zone dite « sous-dense » en médecins.

Notre groupe porte **des solutions concrètes, partagées et territorialisées** pour une meilleure coordination entre les acteurs locaux au service de la santé des Français :

- Interdire l'intérim médical à tous les professionnels en début de carrière pour lutter contre le « nomadisme médical »,
- Créer un statut d'infirmier référent,
- Améliorer la participation à la permanence des soins des établissements privés.

LA RECONNAISSANCE DES DROITS À LA RETRAITE

A la fin de l'année 2022, j'ai présenté, avec le député Arthur Delaporte, les conclusions de notre mission flash sur les droits à la retraite des bénéficiaires de travaux d'utilité collective et dispositifs comparables (TUC, SIVP, Stages Jeunes volontaires, Plan Barré).

Nous avons déposé une proposition de loi visant à prendre en compte les périodes travaillées de ces contrats pour le calcul des droits. A la demande de la Première ministre, Elisabeth Borne, celle-ci a été insérée dans la réforme des retraites. Les **1,7 millions de personnes** qui ont participé à des contrats de ce type dans les années 1970 et 1980 verront donc leurs périodes de stages valorisées !



MES ENGAGEMENTS



136 Interventions en séance, 132 Interventions en Commission des Affaires sociales et 3 Questions au gouvernement



152 Amendements déposés et 647 Amendements cosignés



6 Rapports réalisés, **6 propositions de lois déposées** dont une adoptée



72 Rendez-vous à mon bureau parisien, 44 Rendez-vous à ma permanence à Bourbourg



720 Dossiers traités en circonscription

Plus de **300 administrés** ont visité l'Assemblée nationale parmi lesquels les élèves de l'école élémentaire Victor Hugo de Rexpoede, du collège Jean Rostand de Loon-Plage, les jeunes du conseil municipal de Bergues et les membres de l'association de l'Amicale Laique de Bray Dunes



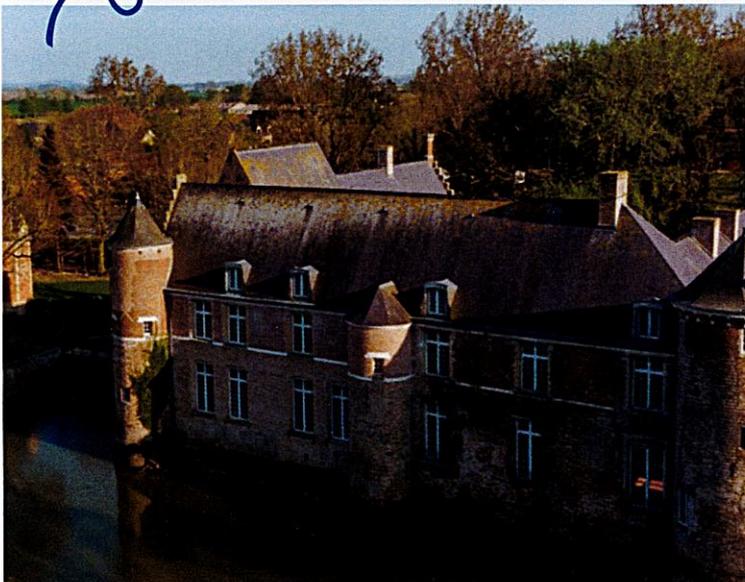
Mes responsabilités

- Vice-Président de la Commission des Affaires sociales
- Représentant de l'Assemblée au conseil d'administration de l'Office National d'Indemnisation des Accidents Médicaux (ONIAM)
- Représentant de l'Assemblée à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)
- Représentant de l'Assemblée à la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (CADES)
- Représentant de l'Assemblée au conseil d'orientation des retraites (COR)

« Je poursuis mon travail et reste à votre écoute pour porter haut vos priorités et attentes afin d'améliorer votre vie quotidienne. »

Esquelbecq, village préféré des Français 2023 !

Toutes mes félicitations à la municipalité, aux Esquelbecquois et Esquelbecquoises.



📍 En circonscription

11, place du Marché aux Fruits
59 630 Bourbourg
09.62.64.50.59
contact@paulchristophe.fr

📍 A l'Assemblée nationale

126, rue de l'Université
75 355 PARIS 07 SP
01.40.63.06.59
paul.christophe@assemblee-nationale.fr

